

Compte-rendu du groupe de travail Socio-économique

DATE DE REUNION : 17/03/2010
Lieu de réunion : GIP ATGeRi

Affaire suivie par : Philippe LORIOT

PRESENTS :
GIP ATGeRi

PIERRE MACE
PHILIPPE LORIOT
ALEXANDRE BERTIN
CHANTAL CARO

ANNE SAGOT-DUVAUROUX
CHRISTOPHE LABARRE

AEC
CHAMBRE ECONOMIQUE DE LA
DORDOGNE
GIP PQA
INRA
CRCI AQUITAINE
CONSEIL REGIONAL D'AQUITAINE

STEPHANE DENJEAN
LAURENT AUGUSTO
MATHILDE DUDREUIL
MARIE-MICHELE DUPRAT-NASSIET
HERVE JOULIA

PAULINE MERET

SGAR
DREAL AQUITAINE
CHAMBRE D'AGRICULTURE DE LA
DORDOGNE
DRAAF AQUITAINE
DIRECCTE

ALAIN MOREAU
PHILIPPE NEUILLY
MICHEL DIEM
MURIEL MALLERET
JEROME SCARABELLO

DESTINATAIRES :

LES PARTICIPANTS



1. Introduction

Pierre MACE et Philippe LORIOT remercient les présents de participer à cette première réunion du groupe de travail PIGMA sur le domaine socio-économique.

Ils en profitent pour rappeler le but de ces groupes de travail : faire le point sur les travaux et besoins des partenaires de PIGMA en matière de données socio-économiques à grande échelle afin de voir si une action mutualisée est à entreprendre dans le cadre de PIGMA.

Cette première réunion fait suite à un ressenti d'intérêt sur le sujet des partenaires de PIGMA. Son but premier est de valider l'opportunité d'un groupe de travail sur le domaine socio-économique et de commencer à discerner des actions à entreprendre.

2. Rappel du projet PIGMA

Bien que la plus grande majorité des participants soit déjà informée de la démarche et du projet PIGMA, Philippe LORIOT fait un court rappel sur le sujet.

3. Tour de table et présentations

Pauline MEYRET fait partie du Pôle Economique du Conseil Régional d'Aquitaine. Pour leurs missions, ils ont un fort besoin en données socio-économiques mais aussi de données liées à l'emploi.

Chantal CARO de la CCI de la Dordogne représente les autres chambres consulaires dans ce groupe de travail. Un projet « VISION » est développé en Dordogne et est une plate-forme de données socio-économiques, environnementales... l'articulation avec PIGMA serait intéressante à étudier.

Philippe NEUILLY de la DREAL Aquitaine fait partie de la mission connaissance des territoires qui a pour vocation de regrouper et homogénéiser les différents SIG et observatoires des anciens services composant la DREAL depuis début janvier 2010.

Alain MOREAU du SGAR est Chargé de Mission statistiques et prospectives et est fortement consommateur de données socio-économiques pour ses travaux quotidiens.

Marie-Michelle DUPRAT-NASSIER du Conseil Régional d'Aquitaine précise que son service est producteur d'études sur le secteur de la formation (lycées, apprentissage, formation continue...) et de l'emploi.

Alexandre BERTIN de l'AEC travaille sur le déploiement des nouvelles technologies. Ils sont à la fois producteurs de diagnostics ou d'atlas et consommateurs de données, en particulier socio-économiques.

Stéphane DENJEAN du GIP PQA constitue un observatoire régional sur la politique de la ville afin de suivre l'évolution des territoires dans l'espace et dans le temps. Ils font également le lien entre les acteurs locaux et les producteurs de données (élaboration de cahier des charges...).

Hervé JOULIA du Conseil Régional d'Aquitaine fait partie de la direction Industries. Ils accompagnent les projets de développement industriel et font de l'animation pour ces projets. Leurs missions doivent s'appuyer sur des données pertinentes mais aussi cohérentes entre elles (spatialement et temporellement). Ils travaillent avec la Banque de France pour réaliser des analyses économiques des entreprises et des enjeux.

Muriel MALLERET de la DRAAF travaille sur le développement en zone rurale, sa coordination régionale, la protection alimentaire et l'enseignement agricole. Ils réalisent l'animation des filières de production. Ils utilisent le recensement agricole.

Jérôme SCARABELLO de la DIRECCTE, est propriétaire de données économiques et de données sur le travail mais la mise à disposition de ces données pose très souvent le problème de la gestion des droits et du secret statistique. Ils réalisent également des études sur les mêmes sujets.

Mathilde DUDREUIL de la Direction Industries de la CRCI Aquitaine, produit de la donnée, un fichier régional des entreprises enregistrées au registre du commerce par exemple. Ils réalisent également des études socio-économiques et sont souvent confrontés à la problématique de l'harmonisation ou de la cohérence des données.

4. Débat suite au tour de table

Le domaine socio-économique est visiblement une problématique touchant nombre de services ce qui montre l'opportunité du groupe de travail dans le cadre de la démarche de mutualisation engagée dans PIGMA.

Un appel d'offres avait été lancé en 2008 par le GIP ATGeRi pour acquérir des données socio-économiques : il a été infructueux au regard des besoins exprimés.

La DRAAF dispose de données qui pourraient être intéressantes pour une grande partie des partenaires de PIGMA.

L'AEC exprime qu'il y a un fort besoin en données infra communales, à l'IRIS, voire à l'îlot INSEE. Il est rejoint sur ce thème par beaucoup de participants qui estiment que, même lorsque le rendu s'applique sur une zone étendue, des données infra communales permettent d'avoir une vision plus conforme aux modes de faire actuels (projets intercommunaux, pays...). Sur le site de l'INSEE, il y a un plan de diffusion de données, y compris infra communales, sur le recensement. Souvent, les données infra communales ne sont pas toujours demandées par les partenaires locaux mais parfois par manque de connaissance de leur existence ou de la manière de les traiter. De plus, les données fines posent souvent le problème du secret statistique.

Le Pôle emploi dispose de beaucoup de données. Il serait intéressant de mutualiser l'examen et la mise à disposition de ces données.

Le SGAR précise que des indicateurs communaux seraient déjà intéressants dans PIGMA, quitte à gérer ensuite des besoins spécifiques plus fins. PIGMA pourrait être porteur de cartographies « PPCM » d'indicateurs communaux utiles à tous.

La DIRECCTE pose la question du versement de résultats d'études dans PIGMA. Le GIP ATGeRi indique que la limite entre une donnée et une étude n'est pas toujours facile à fixer, ce qui peut paraître comme le résultat d'une étude à son producteur peut être considéré comme une donnée par un autre acteur. Malgré tout, PIGMA n'a pas pour vocation immédiate d'héberger toutes les études produites en Aquitaine... en particulier pour ne pas rendre le catalogue complètement illisible. Il peut être envisager d'héberger des études avec un fort contenu SIG ou de mettre des liens hypertextes vers les études sur les serveurs de partage des services.

La DRAAF explicite qu'il pourrait être intéressant d'intégrer dans PIGMA des données d'études à forte valeur ajoutée et d'intérêt commun.

Le SGAR indique qu'il existe une plate-forme sur le domaine sanitaire et social, il conviendrait de l'examiner pour voir comment réaliser un lien avec PIGMA.

Le CRA exprime que la mutualisation des études évoquées à plusieurs reprises dans ce débat pose des problèmes de gouvernance. Qui commande, après quelles remontées de besoins, comment mutualiser les coûts, quelle inertie pour des études opérationnelles ? Mais la préparation de trames de CCTP par PIGMA sur laquelle les partenaires pourraient s'appuyer pour être sur que leurs études soient facilement exploitables par les autres partenaires pourrait être une bonne solution initiale.

La DIRECCTE pense que le groupe de travail doit avant tout se focaliser sur le recensement des données brutes disponibles et utiles aux partenaires dans le domaine socio-économique, avant d'envisager de traiter l'intégration des études menées.

Le GIP PQA pose la question de l'échelle des territoires. Les différents partenaires ont-ils la même échelle de territoire ? Et donc le même besoin dans la finesse des données ? La CCI de Dordogne a des besoins parfois très fins. Des études ont été réalisées « à la rue », en particulier avec le fichier RIVOLI. À l'inverse, la DIRECCTE ne descend jamais en dessous de l'échelle communale.

Les besoins sont différents mais un consensus se dessine autour d'un besoin de disposer de l'ensemble des limites administratives, y compris les intercommunalités, EPCI, syndicats et autres, avec une gestion de l'historique.

Divers partenaires disposent de données sur les zones d'emploi ou les zonages d'animation territoriale mais il y a souvent un travail de recalage des données à réaliser.

Les fichiers SIRENE sont mis en avant comme un besoin commun.

Les participants sont unanimes pour dire qu'un fichier exhaustif et à jour des entreprises leur serait très utile. En outre, les sources actuelles manquent d'informations comme l'adresse de messagerie du contact et il serait sans doute intéressant que le groupe de travail se penche sur une définition commune d'un tel fichier et sur le moyen de le produire (cahier des charges, appel d'offres, problématique de la mise à jour en continu...).

Des données sur les demandeurs d'emploi seraient également un plus.

Les fichiers PERVAL, MAJIC, MSA, FILOCOM, entre autres, sont évoqués comme étant des outils très utiles qu'il conviendrait sans doute de mutualiser à travers PIGMA.

Des données fiables et à jour sur le logement, l'industrie et les entreprises seraient très utiles également.

A RETENIR

- Les données administratives « de base » seraient un premier élément à intégrer dans le pot commun PIGMA.
- Les données infra communales intéressent bon nombre d'acteurs, même si elles posent souvent le problème du secret statistique.
- Un fichier des entreprises, à jour et contenant les informations utiles à tous, serait un élément fort dans PIGMA.
- Les études produites sont trop nombreuses pour être, à l'heure actuelle, toutes intégrées à PIGMA. Il faudrait recenser celles qui sont d'intérêt général ou celles qui sont « exemplaires » en termes d'usage des SIG.

5. Relevé de décisions

En conclusion de cette première séance, les participants réaffirment l'intérêt porté au sujet du jour.

Cette première réunion a permis à chacun de mieux cerner le contexte de ce groupe de travail. De ce fait, les services pensent être mieux à même d'exprimer leurs attentes, besoins et produits pouvant intéresser les partenaires PIGMA.

Il est donc demandé de joindre au compte-rendu un questionnaire sur ces sujets. Philippe LORIOT réalisera une synthèse des retours afin de la présenter lors de la prochaine réunion, qui reste à programmer.

Avant même le retour de ce questionnaire, la problématique de la production d'un fichier à jour des entreprises, comportant des informations complètes, se révèle comme un sujet commun. Certains services ont déjà réalisé des cahiers des charges

sur ce sujet et PIGMA pourrait en faire une synthèse comme base de discussion de la prochaine réunion du groupe de travail.

Pierre MACE remercie l'ensemble des participants avant de clore la réunion.

L'équipe du GIP ATGeRi précise qu'elle se tient à la disposition des participants pour les aider à répondre à ce questionnaire.

Monsieur Christophe LABARRE

05 57 85 40 42

christophe.labarre@gipatgeri.fr

Monsieur Philippe LORIOT

06 09 87 83 93

philippe.loriot@gipatgeri.fr